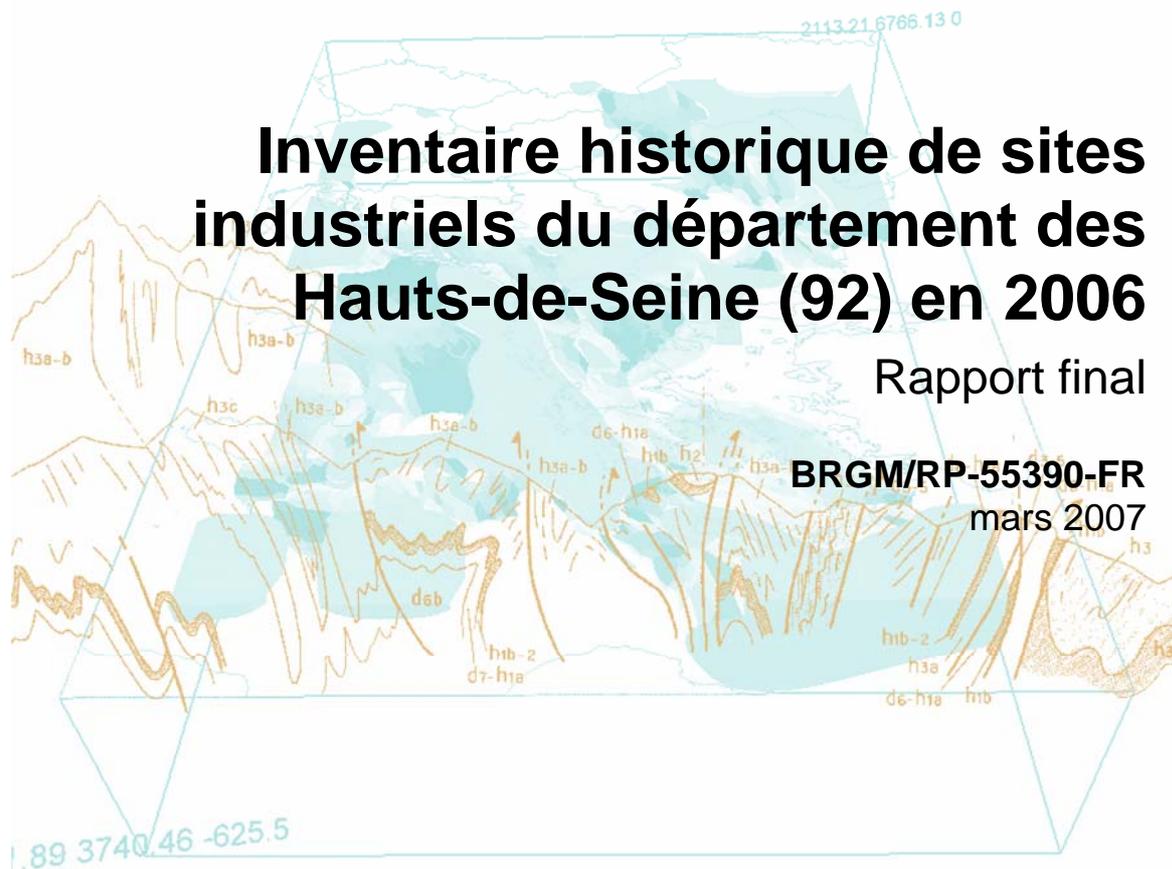




# Inventaire historique de sites industriels du département des Hauts-de-Seine (92) en 2006

Rapport final

BRGM/RP-55390-FR  
mars 2007



STIIC



# Inventaire historique de sites industriels du département des Hauts-de-Seine (92) en 2006

Rapport final

BRGM/RP-55390-FR  
mars 2007

Étude réalisée dans le cadre du projet de Service public du BRGM 03POLB39

**C. Nowak, G. Faury et F. Asfirane**

Avec la collaboration de

**N. Kherigi, A. Manga Bekono, M. M'barek, C. Renoulin, B. Rocher, N. Tabib, T. Tandia, P. Casile, R. El Hayek, P. Boloquy et L. Brezillon**



**STIIC**

**Vérificateur :**

Nom : L. Callier

Date :

Signature :

**Approbateur :**

Nom : M. Le Nir

Date :

Signature :

Le système de management de la qualité du BRGM est certifié AFAQ ISO 9001:2000.



**Mots clés** : Sites industriels, Hauts-de-Seine, Ile-de-France, Inventaire historique, BASIAS, Base de données d'anciens sites industriels et des activités de service, Environnement.

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

**Nowak C., Faury G., Asfirane F. et al.** (2007) - Inventaire historique de sites industriels du département des Hauts-de-Seine (92) en 2006. Rapport final. BRGM/RP-55390-FR, 41 p., 14 fig., 4 tabl.

## Synthèse

Entrepris à la demande du ministère chargé de l'Écologie, l'inventaire historique des sites industriels du département des Hauts-de-Seine a été réalisé par le BRGM dans le cadre de sa mission de Service public.

Les financements ont été apportés conjointement par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ADEME, le BRGM et l'IAURIF (contribution technique). D'autres organismes participent à ce projet tels que la préfecture des Hauts-de-Seine, le STIIC, le conseil régional d'Île-de-France, la DDASS. Le comité de pilotage encadre, sous l'égide de la DRIRE Île-de-France, le travail du BRGM, opérateur.

L'opération, commencée en 2003 par des recherches bibliographiques, a été poursuivie par d'autres investigations (compilations, consultations, ...) jusqu'en décembre 2006. L'inventaire suit la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME. Les informations acquises sont conservées dans la base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de service).

Les fiches de sites sont renseignées par de nombreuses informations, réparties dans plus de 130 champs. La raison sociale et l'adresse, la succession des différentes activités sur un même lieu, les produits stockés ou fabriqués sont enregistrés, ainsi que l'état d'activité des établissements ou les aménagements réalisés. D'autres informations recherchées par le BRGM et l'IAURIF, coordonnées géographiques (X, Y en Lambert II étendu) et contexte environnemental (milieu d'implantation, géologie, hydrogéologie, ..) complètent la base.

Dans les Hauts-de-Seine, les trente-six communes révèlent chacune des installations classées pour la protection de l'Environnement : cinq mille sites industriels (dont la moitié en activité terminée) regroupant 11 844 activités connues essentiellement au XX<sup>e</sup> siècle, ont été recensés dans BASIAS. Dix-neuf communes dépassent largement la centaine de sites et totalisent 85 % des sites. Quatre communes sur 36 regroupent plus du quart des sites recensés dans le département qui compte près de 1 471 000 habitants et qui occupe une superficie de 176 km<sup>2</sup>.

Dans les Hauts-de-Seine, les tâches suivantes ont été réalisées :

- recherches documentaires et dépouillement des dossiers des installations classées conservés aux Archives départementales et aux archives de la Préfecture, analyse des documents, saisie des données dans la base BASIAS ;
- compilations de différentes sources, validation des données acquises, enquête de la préfecture auprès des mairies ;
- localisation des sites et recherche des coordonnées géographiques ;
- recherche et instruction des critères environnementaux ;
- validation, mise à disposition des données auprès de la Préfecture et des mairies et affichage sur Internet.



## Avertissement

Le recensement des sites industriels est basé sur diverses sources documentaires concernant essentiellement les installations classées dont les dossiers originaux sont disponibles à la Préfecture ou conservés aux Archives départementales des Hauts-de-Seine.

Cette étude constitue une synthèse des données disponibles, complétée par une enquête auprès des mairies et une compilation des informations, afin de vérifier, entre autres, la localisation des sites et de connaître le type d'occupation actuel du site.

Selon les limites de la méthodologie, cet inventaire ne doit pas être considéré comme exhaustif. Les résultats sont valables au vu des documents consultés au moment de l'étude et sont sujets à évolution en fonction des mises à jour qui pourraient être envisagées ultérieurement.

Les informations relatives aux sites industriels recensés sont conservées dans BASIAS qui est la base nationale des anciens sites industriels et des activités de service. Cette base, gérée par le BRGM, a été déclarée à la CNIL (Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés) en septembre 1998.

***L'inscription d'un site dans BASIAS ne préjuge pas d'une pollution à son endroit.***



## Sommaire

<b>1. Introduction.....</b>	<b>11</b>
<b>2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage des Hauts-de-Seine .....</b>	<b>13</b>
2.1. LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INVENTAIRE DES SITES INDUSTRIELS...	13
2.2. LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LES HAUTS-DE-SEINE ..	13
<b>3. Cadrage et méthodologie dans les Hauts-de-Seine.....</b>	<b>15</b>
<b>4. Sources documentaires et localisation des sites industriels .....</b>	<b>19</b>
4.1. DE NOMBREUSES SOURCES DOCUMENTAIRES.....	19
4.2. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE, LA SÉRIE W ..	19
4.3. DONNÉES DE LA PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE : AUTORISATIONS .....	19
4.4. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS DES HAUTS-DE-SEINE....	20
4.5. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, 1992-1999 .....	20
4.6. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES.....	20
4.7. ENQUÊTE DE LA PRÉFECTURE AUPRÈS DES MAIRIES .....	20
4.8. GÉORÉFÉRENCEMENT ET TRAVAUX RÉALISÉS PAR L'IAURIF .....	21
<b>5. Activités industrielles recensées dans les Hauts-de-Seine .....</b>	<b>23</b>
5.1. PÉRIODE COUVERTE PAR L'INVENTAIRE.....	23
5.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI .....	23
5.3. RÉPARTITION DES 4 988 SITES INDUSTRIELS PAR COMMUNE .....	24
5.4. ÉTAT D'ACTIVITÉ DES 4 988 SITES .....	25
5.5. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 11 844 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES...26	
<b>6. Contexte environnemental dans les Hauts-de-Seine.....</b>	<b>29</b>

6.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE .....	29
6.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE .....	29
<b>7. Réaménagement des sites recensés dans les Hauts-de-Seine.....</b>	<b>33</b>
7.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DE 820 ANCIENS SITES INDUSTRIELS.....	33
<b>8. Conclusion .....</b>	<b>35</b>
<b>9. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées.....</b>	<b>37</b>
9.1. MISE À DISPOSITION DES DONNÉES.....	37
9.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS .....	38
<b>10. Sites Internet et bibliographie .....</b>	<b>39</b>
10.1. SITES INTERNET .....	39
10.2. MÉTHODOLOGIE .....	39
10.3. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS.....	40
10.4. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES .....	40
10.5. OUTILS UTILISÉS PAR L'IAURIF POUR LE GÉORÉFÉRENCEMENT .....	41

## Liste des illustrations

Figure 1 - Point sur l'enquête réalisée auprès des 36 mairies des Hauts-de-Seine.....	21
Figure 2 - Coordonnées géographiques des sites obtenues par l'IAURIF.....	22
Figure 3 - Histogramme des dates du début d'activité des 4 988 sites.....	23
Figure 4 - Répartition des sites BASIAS dans les trois groupes d'activités définis par le SEI.....	24
Figure 5 - Nombre de sites BASIAS (ordre croissant) par commune dans les Hauts-de-Seine.....	25
Figure 6 - État d'activité des 4 988 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.....	26
Figure 7 - Histogramme des 11 844 activités anciennes et actuelles des Hauts-de-Seine.....	27
Figure 8 - Les Hauts-de-Seine (Nanterre) dans la petite couronne. Google Earth, 2007.....	28
Figure 9 - Terrains aquifères et socle du Bassin parisien. In : Aquifères et eaux souterraines de France.....	28
Figure 10 - Coupe de sondage, Marnes-la-Coquette. Carte géologique Paris, 1/25 000.....	30

Figure 11 - Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'atlas des eaux souterraines de la France.....	31
Figure 12 - Types de réaménagement connu sur 820 anciens sites industriels. ....	32
Figure 13 - Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels dans les Hauts-de-Seine.....	34
Figure 14 - Départements de France inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet ( <a href="http://basias.brgm.fr">http://basias.brgm.fr</a> ) en mars 2007. ....	36

## Liste des tableaux

Tableau 1 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI. ....	16
Tableau 2 - Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations. ....	17
Tableau 3 - Nombre de communes et sites recensés dans les Hauts-de-Seine.....	24
Tableau 4 - Liste des abréviations. ....	38



# 1. Introduction

Les pouvoirs publics, sensibilisés aux problèmes des sites ou sols pollués et à leurs conséquences, notamment en matière d'aménagement du territoire, ont engagé cet inventaire, afin de conserver la mémoire des activités humaines susceptibles de générer une pollution. L'objectif est de disposer d'un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire et de protection des personnes.

Entrepris en 2003 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, l'inventaire historique des sites industriels du département des Hauts-de-Seine a été réalisé par le BRGM, dans le cadre de sa mission de Service public.

Les financements ont été apportés par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, l'ADEME, l'IAURIF et le BRGM. Sous l'égide de la DRIRE Ile-de-France, le comité de pilotage a suivi régulièrement les travaux effectués selon la méthode nationale publiée en 1996 par l'ADEME et a validé la base de données.

La démarche d'inventaire s'appuie, en grande partie, sur le dépouillement des dossiers des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et à ceux relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Ce rapport a pour but de présenter les résultats de l'inventaire de sites industriels dans le département des Hauts-de-Seine. Il explicite le cadre national de ce projet, ainsi que l'organisation et les moyens employés pour réaliser ces travaux. Il précise les limites de la méthode et donne les résultats disponibles.

**Toutes les recherches ont été réalisées avec le souci d'obtenir la meilleure exhaustivité possible, compte tenu des limites de la méthode.**



## **2. La politique nationale de l'inventaire et le comité régional de pilotage des Hauts-de-Seine**

### **2.1. LA POLITIQUE NATIONALE DE L'INVENTAIRE DES SITES INDUSTRIELS**

Les inventaires historiques régionaux des sites industriels et activités de service, en activité ou non, ont été lancés en décembre 1993 par le ministère chargé de l'environnement en référence au « Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées » (Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001).

Les résultats de l'inventaire historique régional sont engrangés dans la base de données des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS) dont la finalité est de conserver la mémoire de ces sites pour fournir des informations utiles à la planification urbanistique et à la protection de l'environnement. Cette base de données a aussi pour objectif d'aider, dans les limites des informations récoltées forcément non exhaustives, les notaires et les détenteurs des sites, actuels ou futurs, pour toutes transactions foncières.

Compte tenu des finalités de BASIAS, cette base a reçu un avis favorable de la Commission Nationale sur l'Informatique et les Libertés (CNIL) en septembre 1998.

La création de BASIAS et les principes de son utilisation sont définis dans l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 publié dans le Journal officiel (16 avril 1999), ainsi que dans deux circulaires ministérielles, en date du 26 avril 1999, adressées aux préfets et aux directeurs de DRIRE.

Depuis 1999, l'information est disponible gratuitement sur Internet à tout public qui peut télécharger les données et les cartes des départements déjà inventoriés :

**<http://basias.brgm.fr>**

### **2.2. LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LES HAUTS-DE-SEINE**

L'inventaire historique des sites industriels dans le département des Hauts-de-Seine a été effectué par le BRGM, à la demande du ministère chargé de l'Écologie, et sous le contrôle d'un comité de pilotage régional animé par la Direction Régionale de la Recherche de l'Industrie et de l'Environnement (DRIRE).

Ce comité rassemble les organismes financeurs ainsi que d'autres organismes impliqués techniquement dans le projet.

L'inventaire historique régional est suivi par un comité de pilotage rassemblant les organismes suivants (par ordre alphabétique) :

- organismes financeurs :
  - ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie),
  - AESN (Agence de l'Eau Seine-Normandie),
  - BRGM - Service Géologique Régional d'Île-de-France, opérateur,
  - IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France), sous forme de prestations techniques ;
- animateur/maître d'œuvre : DRIRE Île-de-France ;
- autres organismes, en particulier :
  - CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers),
  - Conseil Régional d'Île-de-France,
  - DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Île-de-France),
  - STIIIC (Service Technique Interdépartemental des Installations Classées).

Plusieurs organismes et associations ont participé à l'opération en fournissant ou en facilitant l'accès à leurs données :

- Archives départementales des Hauts-de-Seine ;
- Préfecture des Hauts-de-Seine.

Le rôle du comité de pilotage a été de définir les objectifs, le cadre et les particularités de l'étude, d'assurer le suivi administratif ou technique de l'opération et d'apporter son aide à l'opérateur tout au long de la réalisation de l'inventaire.

### 3. Cadrage et méthodologie dans les Hauts-de-Seine

Le comité de pilotage a défini, au cours de plusieurs réunions, le cadre de la réalisation des inventaires en Île-de-France. Le démarrage de l'inventaire des sites industriels des Hauts-de-Seine a été décidé le 10 septembre 2002 par le comité de pilotage de cette étude.

La méthodologie suivie est celle décrite dans le guide de l'ADEME, publié en 1996 à la demande du ministère chargé de l'Environnement, « Inventaire historique d'anciens sites industriels », en l'adaptant aux demandes du comité de pilotage. Elle est complétée par les rapports BRGM « Suivi et méthode des inventaires historiques régionaux d'anciens sites industriels » et « Notice de l'application informatique BASIAS », cités en bibliographie.

Pour recueillir les diverses informations et constituer la base de données relatives aux sites industriels des Hauts-de-Seine, les tâches réalisées sont regroupées en cinq phases :

- **phase 1 : recherches documentaires et analyse des données ;**
- **phase 2 : début de la saisie et instruction des principaux champs de BASIAS ;**
- **phase 3 : compilation des données à engranger, localisation des sites ;**
- **phase 4 : géoréférencement des sites et instruction des critères environnementaux ;**
- **phase 5 : validation des données, mise à disposition et diffusion sur Internet.**

Comme pour les autres départements de l'Île-de-France, le comité de pilotage n'a pas jugé utile la réalisation des visites de sites, ni la mise en œuvre de la grille de sélection de BASIAS.

Les différentes phases d'étude réalisées pour les Hauts-de-Seine sont identiques à celles des départements des Yvelines, de l'Essonne, du Val-d'Oise, de Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne, ainsi qu'à celles des départements en cours (Paris, Seine-et-Marne).

Les types d'activités à recenser, identiques aux autres départements d'Île-de-France, sont présentés schématiquement dans le tableau 1.

Les activités industrielles, réparties en trois groupes selon le Service de l'Environnement Industriel (SEI), sont détaillées dans un des lexiques de BASIAS.

Types d'activités recensées dans Basias et les 3 groupes définis par le SEI	
(Service de l'Environnement Industriel)	
<b>1<sup>er</sup> groupe SEI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Anciennes décharges, récupération, élimination de déchets industriels,</li> <li>- Productions et/ou stockages des industries suivantes : chimie, pétrochimie, carbochimie, pharmacie, phytosanitaires et pesticides, extraction et raffinage du pétrole, gazéification, cokéfaction et transformation de la houille,</li> <li>- Dépôts d'hydrocarbures (&gt; 10 m<sup>3</sup>) et stations services,</li> <li>- Métallurgie, fonderie. Sidérurgie primaire. Traitement de surface,</li> <li>- Activités de la cristallerie et de la céramique. Activités d'ennoblissement textile, de tannerie,</li> <li>- Activités de traitement de bois</li> </ul>
<b>2<sup>ème</sup> groupe SEI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centrales thermiques,</li> <li>- Sidérurgie secondaire, transformation de l'acier,</li> <li>- Industries mécaniques et ateliers d'entretien et de maintenance.</li> </ul>
<b>3<sup>ème</sup> groupe SEI</b>	<p>(non retenu, sauf si présence d'un autre groupe SEI, 1 ou 2)</p> <p>Autres activités, par exemple : activités agricoles (exploitations agricoles), fonderie de suif (fabrique de bougies), carrières à ciel ouvert et mines ou carrières souterraines, carbonisation du bois (type forêt), appareil mobile de fabrication d'acétylène, entrepôt frigorifique non classé ou soumis à simple déclaration, travail du bois (menuiserie, ébénisterie, scierie), centrale à béton, sauf fabrication de produits préfabriqués, dépôt de charbon, ...</p>

Tableau 1 - Types d'activités recensées dans BASIAS et groupes définis par le SEI.

Seules, les activités des groupes 1 et 2 définis par le SEI sont répertoriées dans BASIAS. Cependant, celles du troisième groupe, considérées comme moins potentiellement polluantes que les précédentes, peuvent être présentes dans la base si elles permettent de préciser le contexte d'implantation des sites voisins ou de compléter l'historique du site.

Ces groupes d'activité sont définis par la circulaire du 3 avril 1996 du Service de l'Environnement Industriel (SEI) du ministère chargé de l'Environnement, relative à la réalisation de diagnostics initiaux et à l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité. Selon les dossiers d'installations classées, la période d'activité des sites recensés dont les dates extrêmes se situent entre 1788 et 2005, concerne essentiellement le XX<sup>e</sup> siècle (cf. chapitre 5).

Les principaux champs de BASIAS et les différents niveaux de relation sont affichés dans le tableau 2.

BASIAS	TABLES	PRINCIPAUX CHAMPS
IDENTIFICATION	Sites	Raison sociale/nom usuel/siège social/ état de connaissance/ visites/commentaire
	Autres identifiants	Numéro/organisme
	Modificateurs	Date/ nom du modificateur
LOCALISATION	Localisation	Adresse/n° Insee/coord. géographiques X, Y, alt./N°, nom carte 1/ 50000 -1/8- commentaire
	Cartes	Noms cartes consult./échelle/an /présence
	Communes (Autres communes concernées)	Commune(s) limitrophe(s) sur lesquelles empiète éventuellement le site
PROPRIÉTÉ	Propriété	Nombre
	Propriétaires	Dates de réf./propriétaires/exploitant
	Cadastre	Date/échelle/section/numéro de parcelle
ACTIVITÉ	Activité (totale)	Date de début/date de fin/ commentaires
	Historique de l'activité	Code(s) NAF/date début-fin/ importance décl., autorisat./gr SEI/ autre info /Réf dossier
	Produits	Code(s) produit(s)/quantité(s)
	Exploitants	Exploitant(s) successif(s)/dates
	Accidents	Date accidents/type d'accident/type de pollution/référence
UTILISATION	Utilisation projets	Surface/code POS/site réaménagé/ type de réaménagement/sensible (O, N, ?)/site en friche/projet réaménagement/maître ouvr./projet sensible (oui/non/ ?) commentaire
	Utilisateur(s)	Nom(s)/ type(s)/statut(s) utilisateur(s)
ENVIRONNEMENT	Environnement	Milieu implantation/captage AEP/réf. distance/position/périmètre protection/ substratum/form. superficielle/type aquifère/ prof. Nappe
	Zones contraintes	Paysage/distance/commentaire
BIBLIOGRAPHIE	Bibliographie	Sources d'informations/autres sources/ données complémentaires
SYNTHÈSE	Synthèse	Champ libre
TRI	Classe de sélection	Activité(sei)/codeNAF(sél.)/note sensibilité -vulnérabilité/note réaménagement./classe
ÉTUDE/ACTION	Études et actions	Études/diagnostic initial/évaluat. risques/hiéarchisat./diagnostic approfondi/traitement

Tableau 2 - Principaux champs de BASIAS et différents niveaux de relations.



## **4. Sources documentaires et localisation des sites industriels**

### **4.1. DE NOMBREUSES SOURCES DOCUMENTAIRES**

Les recherches documentaires, l'analyse des données d'archives et la compilation de différents dossiers ou fichiers ont fourni 4 988 sites qui sont répartis sur l'ensemble du département des Hauts-de-Seine.

Les dossiers des installations classées (déclaration ou demande d'autorisation) sont déposés par les industriels à la Préfecture. Ensuite, les dossiers peuvent, souvent après cessation d'activité, être versés aux Archives départementales où ils sont facilement identifiables grâce à leur cote bibliographique.

Les diverses références bibliographiques utilisées sont citées dans chacune des fiches de sites. En plus des dossiers originaux des installations classées, diverses sources comme le fichier BASOL, le fichier des redevables de l'Agence de l'Eau, l'enquête auprès des mairies et les travaux de l'IAURIF (géoréférencement,...) apportent d'autres informations complémentaires.

### **4.2. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DES HAUTS-DE-SEINE, LA SÉRIE W**

Les dossiers de la Préfecture, installations classées, établissements dangereux, insalubres ou incommodes, versés aux Archives départementales, ont été consultés par le BRGM de janvier 2003 à fin mars 2006.

La série W consultée concernant les installations classées de 1826 à 2004 (dossiers 1114W1-25, 1167W1-226, 1207W1-200, 1526W5-29, 1527W7-15 et 1528W1-23) a fourni la majorité des sites (3556/4988), soit plus de 70 %.

Les travaux de dépouillement, terminés en mars 2006, ont été facilités grâce à l'excellente coopération du personnel des Archives départementales des Hauts-de-Seine.

### **4.3. DONNÉES DE LA PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE : AUTORISATIONS**

Le dépouillement de ces archives, classées par ordre chronologique, s'effectue directement par dossier qui correspond de manière générale à une adresse. Parfois, plusieurs sites peuvent être retrouvés dans le même dossier (ex. en cas de déménagement de l'établissement). Entre avril et novembre 2006, il a été possible non seulement de dépouiller entièrement tous les dossiers d'autorisation, mais aussi de

faire quelques tests dans les dossiers de déclarations, conservés à la Préfecture. Cette opération a permis de recenser plus de douze cents nouveaux sites et de compléter de nombreuses fiches issues des précédents travaux.

Les dossiers de déclaration des installations actuelles ou récentes restent donc à dépouiller sans connaître d'une façon précise leur volume. Les travaux de dépouillement ont également été facilités grâce à l'excellente coopération du personnel des Archives préfectorales des Hauts-de-Seine.

#### **4.4. BASOL, BASE DES SITES ET SOLS POLLUÉS DES HAUTS-DE-SEINE**

Les 58 sites industriels de BASOL (2006), base des sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action de l'administration, à titre préventif ou curatif, sont dans Basias avec leurs principales caractéristiques, en complément des informations trouvées par ailleurs, avec dans le champ « IDENTIFIANT » le numéro BASOL.

La mention : *voir la mise à jour sur le site Internet BASOL est notée dans le champ « COMMENTAIRES/Activités » et dans « SYNTHÈSE HISTORIQUE »*. L'adresse Internet de BASOL est <http://basol.ecologie.gouv.fr>.

#### **4.5. DONNÉES DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE, 1992-1999**

L'Agence de l'Eau est un établissement public de l'Etat à caractère administratif qui fixe des objectifs à atteindre en termes de qualité des eaux, le montant des aides à apporter et les redevances à recouvrer dans chaque bassin. À cause de rejets polluants dans les eaux superficielles ou souterraines, certains établissements industriels font l'objet d'une surveillance particulière et doivent payer une redevance à l'Agence de l'Eau. Deux listes d'établissements, redevables en 1992 (182) et en 1999 (256), ont été communiquées, suite à l'accord du comité de pilotage du 11 mars 2003.

Finalement, les données de ces sites surveillés et en activité en 1992 et/ou en 1999, ont été saisis dans BASIAS. Il est possible de les extraire, à partir des champs IDENTIFIANTS / ORGANISMES (AESN) ou IDENTIFIANTS / NUMERO (R\*).

#### **4.6. AUTRES SOURCES DOCUMENTAIRES**

D'autres sources (comme les bases de données des Pages Jaunes, Euridil...) ont été utilisées et citées dans les références bibliographiques. Le chapitre « Sites Internet et bibliographie commentée » à la fin de ce rapport contient un certain nombre de références documentaires utilisées ou éventuellement à consulter ultérieurement.

#### **4.7. ENQUÊTE DE LA PRÉFECTURE AUPRÈS DES MAIRIES**

Pour vérifier et actualiser les informations documentaires recueillies, une enquête a été réalisée par un courrier envoyé (30/08/2005) par la Préfecture aux 36 mairies des

Hauts-de-Seine. Ce dossier d'enquête comporte les explications nécessaires ainsi qu'un tableau faisant apparaître pour chaque commune, les principales informations recueillies sur chaque site ainsi que les lacunes. Un modèle de fiche de description a été joint pour inscrire les sites « oubliés », car non répertoriés dans BASIAS ou les archives.

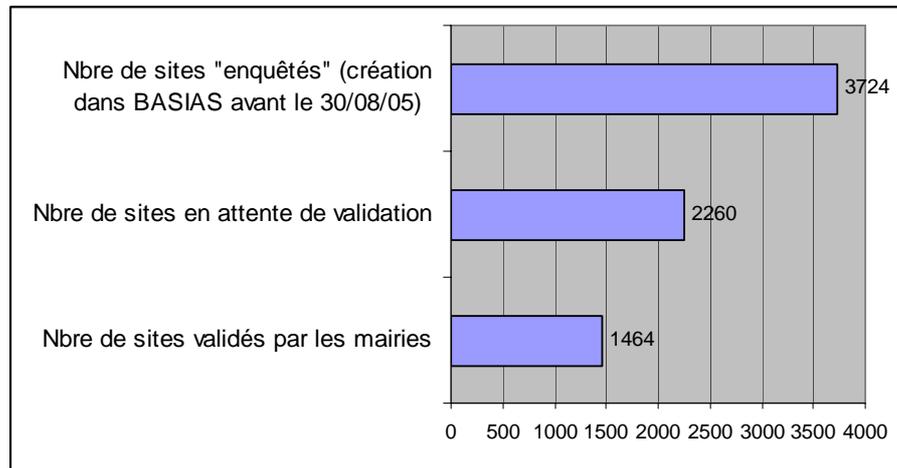


Figure 1 - Point sur l'enquête réalisée auprès des 36 mairies des Hauts-de-Seine.

En février 2007, 26 communes sur les 36 du département avaient répondu et validé 40 % (soit 1 464 sites) des 3 724 sites répertoriés dans Basias au 30 août 2005 (fig. 1).

Malgré des relances (dont le courrier de la Préfecture, daté du 15 juin 2006), il n'a pas été possible d'obtenir plus de réponses à cette enquête.

Avec le champ « Date de consultation » de BASIAS, il est possible au consultant de la base, de connaître les communes qui ont effectivement répondu à l'enquête. L'origine de l'information nouvelle ou modifiée est indiquée dans le champ « Commentaire » de l'onglet « Identification/Modifications réalisées suite à l'enquête mairie » ou bien dans celui de l'onglet « Activités/Source d'information de l'état d'occupation actuel du site : enquête mairie ».

#### 4.8. GÉORÉFÉRENCIEMENT ET TRAVAUX RÉALISÉS PAR L'IAURIF

À partir des différentes sources citées précédemment, le BRGM a commencé à rechercher les sites industriels répondant aux critères définis par le comité de pilotage. Ensuite, l'IAURIF (Institut d'Aménagement Urbain de la Région Île-de-France) a participé à l'inventaire en y apportant des renseignements complémentaires (coordonnées géographiques X et Y des sites ou géoréférencement en Lambert II étendu ainsi que certains critères d'environnement).

Entre juin 2006 et janvier 2007, le BRGM a transmis à l'IAURIF les fichiers Access (et Excel) correspondant aux 4 988 sites recensés ainsi que les dossiers papier des

archives, les réponses de l'enquête de la préfecture auprès des mairies, les plans disponibles des localités avec, dans la mesure du possible, les installations repérées.

L'équipe de l'IAURIF a vérifié les localisations des sites, puis recherché les coordonnées géographiques des sites à l'aide de différents outils.

Ensuite, les sites géoréférencés ont été comparés, à partir de différents systèmes d'information utilisés par l'IAURIF, pour extraire les renseignements propres à différentes thématiques environnementales concernant notamment le milieu d'implantation (urbain, rural, ...), les contraintes (site classé, lac, zone inondable, cours d'eau, ...). Ces informations (fichier shp) ont été transmises fin mars 2007 au BRGM.

Les coordonnées géographiques X et Y ont pu être données par l'IAURIF pour 4 290 sites. Le taux de géoréférencement (fig. 2) atteint donc 86 %. Les niveaux de précision des coordonnées géographiques ont pu être ajoutés dans le nouveau champ de BASIAS, version 3.

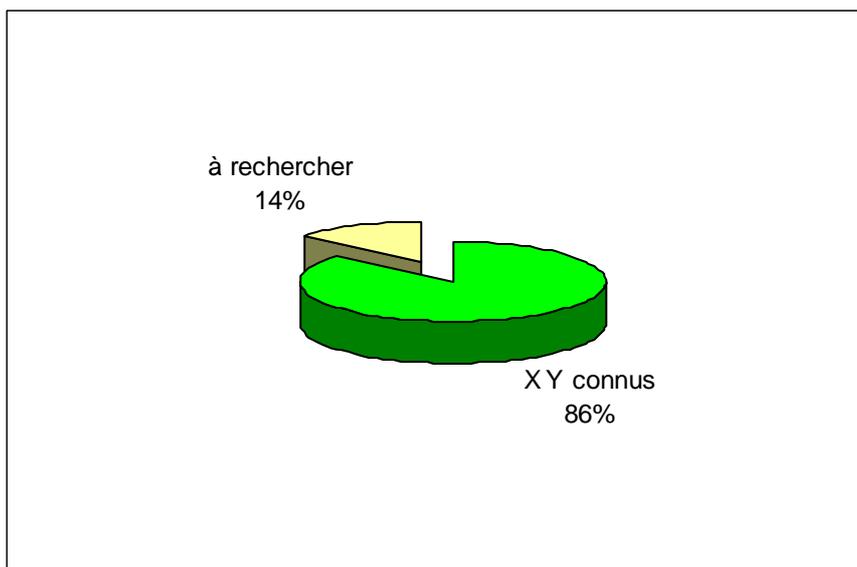


Figure 2 - Coordonnées géographiques des sites obtenues par l'IAURIF.

Dans BASIAS, les informations apportées par l'IAURIF sont signalées dans les rubriques bibliographiques ou commentaires appropriés (IAURIF, 2006).

## 5. Activités industrielles recensées dans les Hauts-de-Seine

Après avoir terminé le dépouillement des dossiers d'archives, il est difficile de savoir si l'établissement fonctionne encore ou s'il a changé de type d'activité. Pour compléter les informations acquises, les investigations (compilations, enquête, ...) ont été poursuivies, ce qui a permis d'obtenir les résultats présentés ci-dessous.

### 5.1. PÉRIODE COUVERTE PAR L'INVENTAIRE

La période des recherches réalisées sur les Hauts-de-Seine concerne essentiellement les activités connues entre 1788<sup>1</sup> et 2005 (fig. 3).

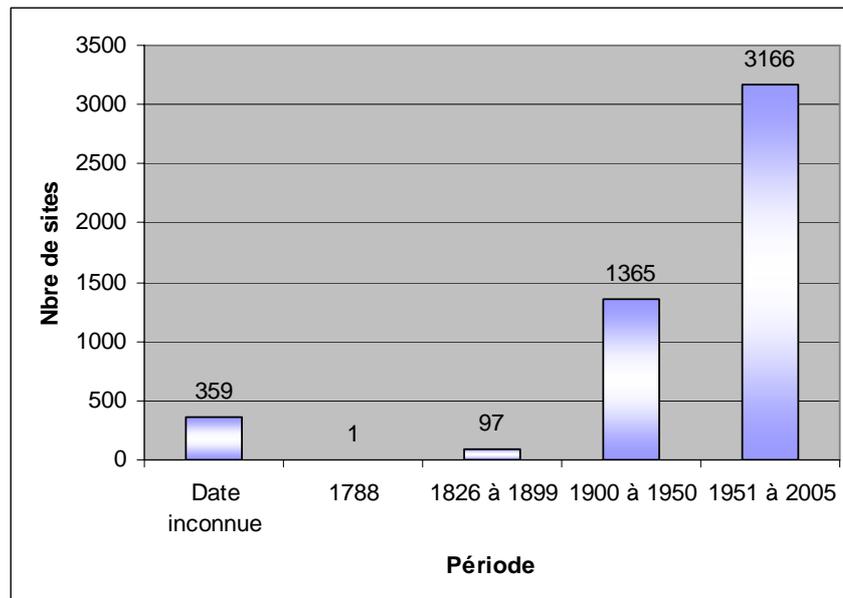


Figure 3 - Histogramme des dates du début d'activité des 4 988 sites.

### 5.2. GROUPES D'ACTIVITÉ SEI

Les corrélations entre les activités industrielles ou activités de service et les groupes d'activités définis par le Service Environnement Industriel (SEI) ont été schématiquement présentées dans le tableau 1.

<sup>1</sup> Il s'agit des dates les plus anciennes trouvées au sein des archives.

Dans un inventaire historique évoluant sur plusieurs dizaines d'années, ce nouveau regroupement permet de s'affranchir non seulement du poids d'une étiquette variable (une même activité, soumise tantôt à autorisation ou à déclaration), mais aussi des différentes distributions de classe proposées dans les diverses nomenclatures depuis deux siècles. En effet, des activités que l'on croyait autrefois inoffensives, s'avèrent avec de nouvelles connaissances scientifiques, être dangereuses et inversement.

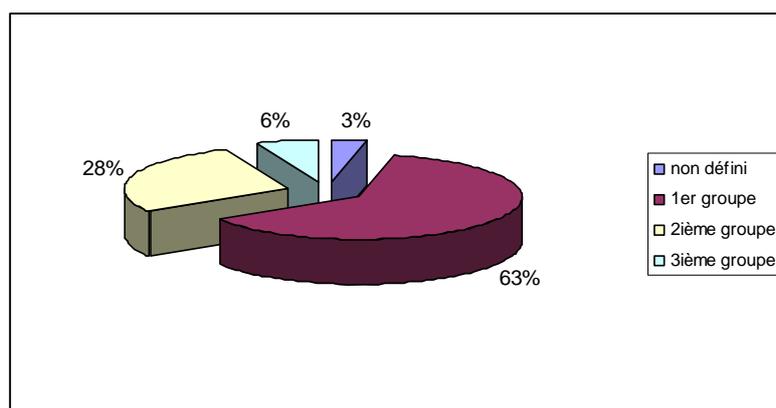


Figure 4 - Répartition des sites BASIAS dans les trois groupes d'activités définis par le SEI.

Dans les Hauts-de-Seine, près des deux tiers des activités inventoriées dans BASIAS (7 427 sur 11 844) appartiennent au groupe 1 du SEI. Consignées d'une manière trop générale, faute d'informations plus précises, quelques 413 activités (3 %) recensées n'ont pas pu être rattachées à un des groupes définis par le SEI (fig. 4).

### 5.3. RÉPARTITION DES 4 988 SITES INDUSTRIELS PAR COMMUNE

Toutes les 36 communes des Hauts-de-Seine ont au moins une activité de service ou un site industriel, en activité ou non, répertorié dans BASIAS (tabl. 3). La liste des communes et leur nombre de sites recensés, en activité ou non, classée par nombre croissant des sites sont affichés dans la **figure 5**.

ÎLE-DE-FRANCE SITES INDUSTRIELS – Dates extrêmes : 1788-2005			
HAUTS-DE-SEINE	Communes	Communes avec sites	Sites recensés
Nombre	36	36	4 988

Tableau 3 - Nombre de communes et sites recensés dans les Hauts-de-Seine.

Plus de la moitié des 36 communes du département possèdent plus de 100 sites en activité ou en cessation. Quatre communes se distinguent par leur grand nombre de sites - Nanterre (397), Gennevilliers (359), Boulogne-Billancourt (341) et Courbevoie (313) - et regroupent finalement plus du quart des sites recensés par Basias dans les Hauts-de-Seine.

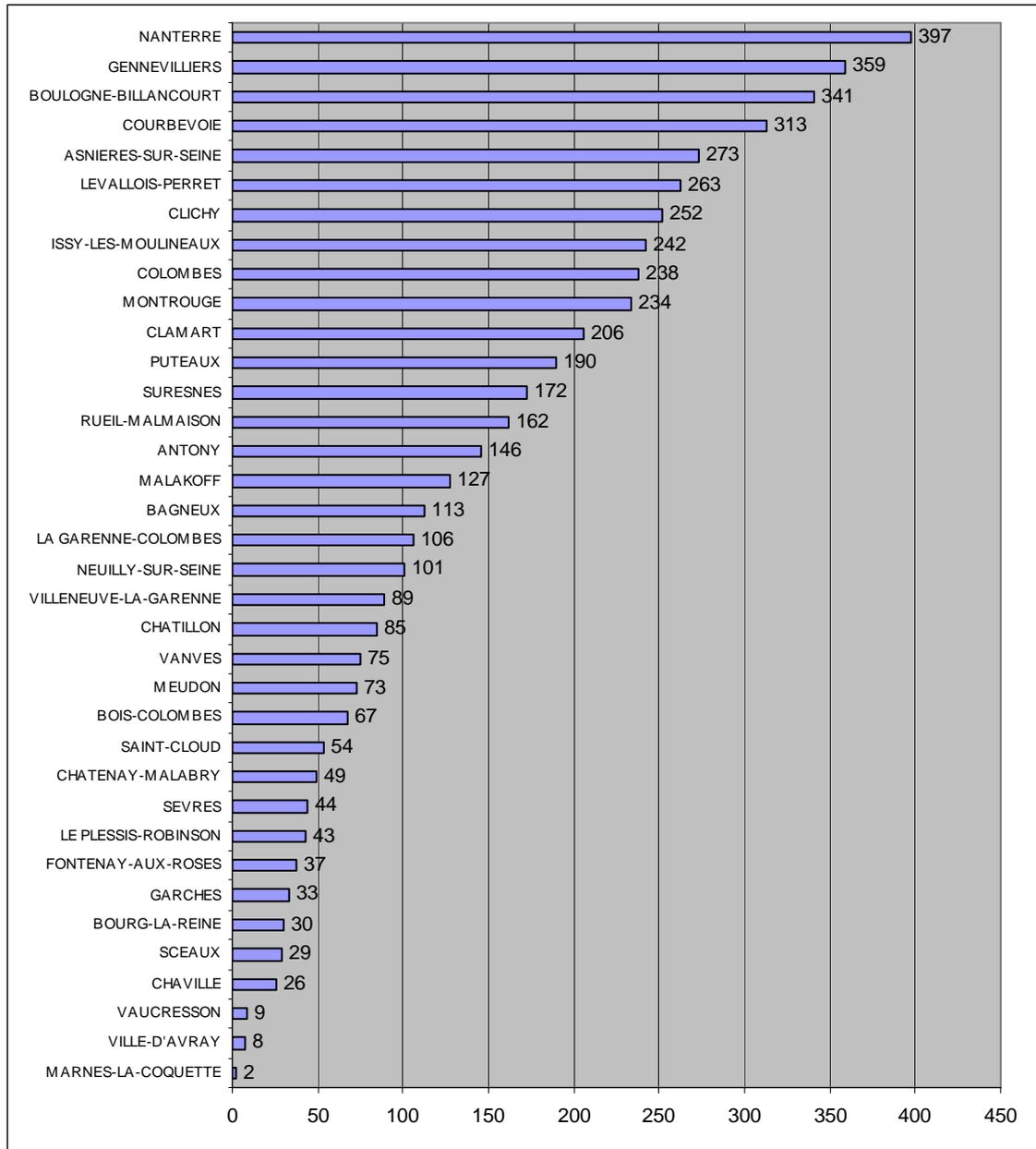


Figure 5 - Nombre de sites BASIAS (ordre croissant) par commune dans les Hauts-de-Seine.

#### 5.4. ÉTAT D'ACTIVITÉ DES 4 988 SITES

Dans certains cas, l'enquête de la Préfecture auprès des mairies a permis de préciser l'état d'activité du site. Les Pages jaunes ont également été consultées. Sur les 4 988 sites recensés, on note que (fig. 6) :

- l'activité est terminée pour plus de la moitié d'entre eux (2 655 sites) ;

- l'état actuel d'activité n'est pas connu pour 1517 sites et devrait continuer à être recherché ;
- 816 sites sont actuellement connus pour être en activité.

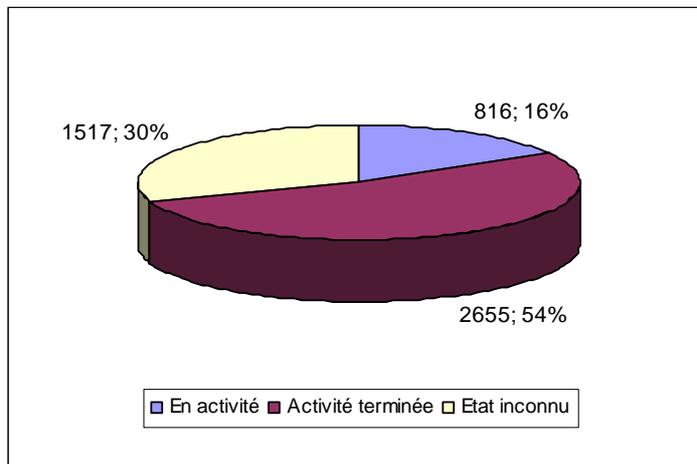


Figure 6 - État d'activité des 4 988 sites : activité terminée, état inconnu ou en activité.

## 5.5. RÉPARTITION THÉMATIQUE DES 11 844 ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Les principaux secteurs d'activité, retenus dans le lexique de la nomenclature des activités françaises ou code NAF, sont représentés dans le département des Hauts-de-Seine. Parmi les 4 988 sites recensés en activité ou non, 11 844 activités (ou bien installations) ont été dénombrées. La répartition des différents types d'activités, classées selon les grands groupes de la Nomenclature des Activités Française (code NAF), apparaît dans la figure 7. Les divers modes de stockage, Z d'après le code NAF général, restent individualisés pour mieux distinguer les diverses catégories : dépôts de liquides inflammables en Z3 ou de produits chimiques en Z1 et dépôts de charbon ou de gaz en Z2-Z7.

D'après la figure 7, les activités les plus nombreuses concernent les industries manufacturières avec 43 % du total, les commerces, réparation automobile (ou autres) avec 24 % du total, puis les dépôts de liquides inflammables (2180 Z3 ou 18 %).

L'industrie chimique en général, les caoutchoucs et plastiques ainsi que le stockage de produits chimiques ne représentent que 3 % du total.

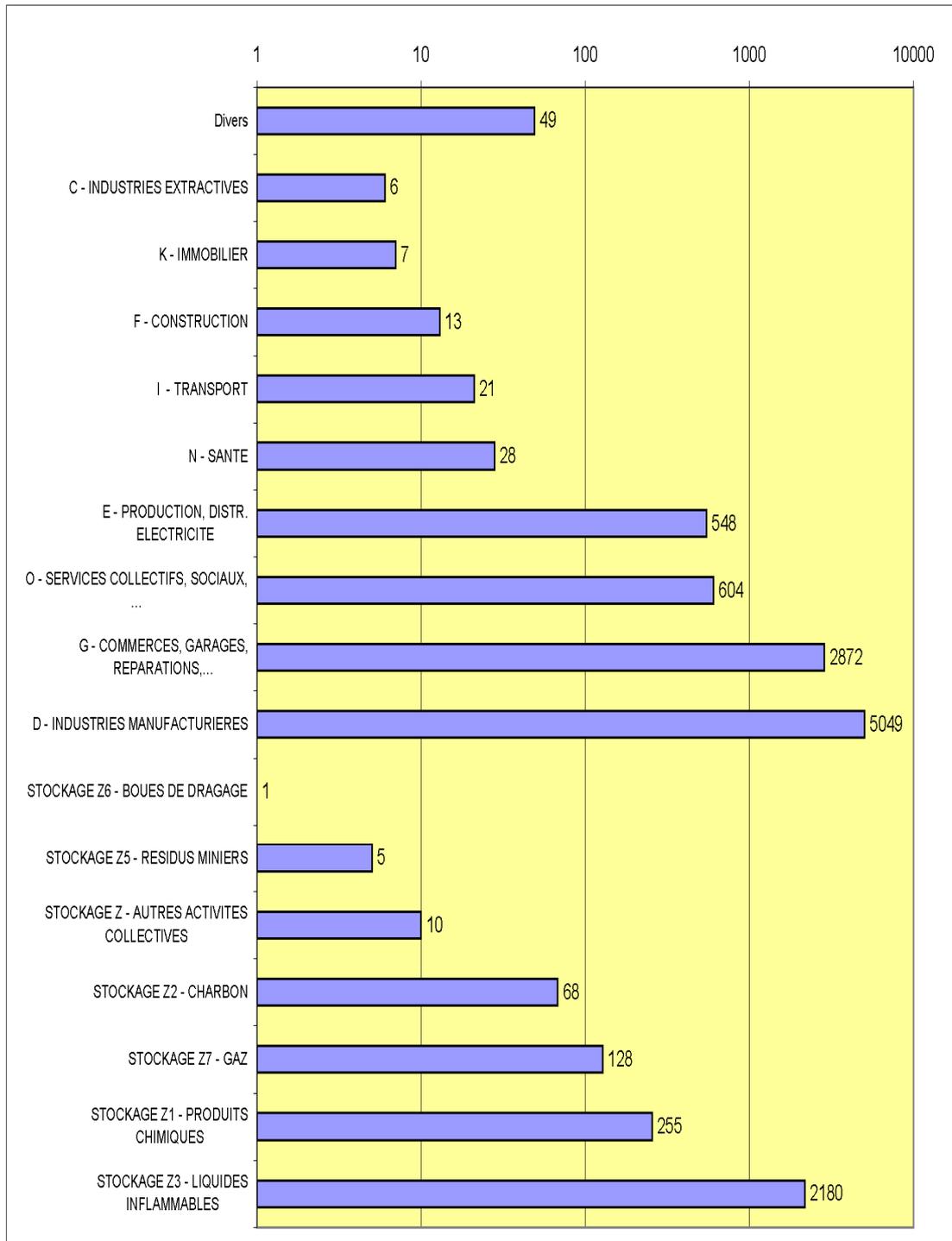


Figure 7 - Histogramme des 11 844 activités anciennes et actuelles des Hauts-de-Seine.

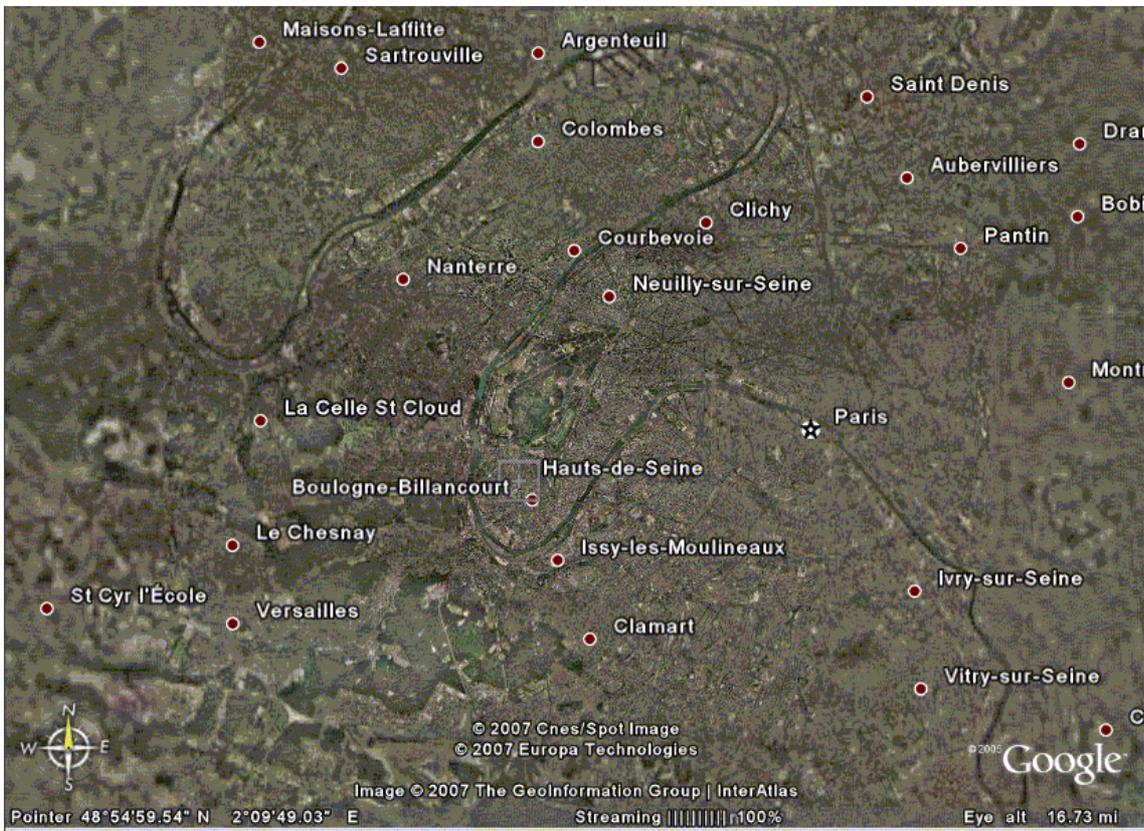


Figure 8 - Les Hauts-de-Seine (Nanterre) dans la petite couronne. Google Earth, 2007.

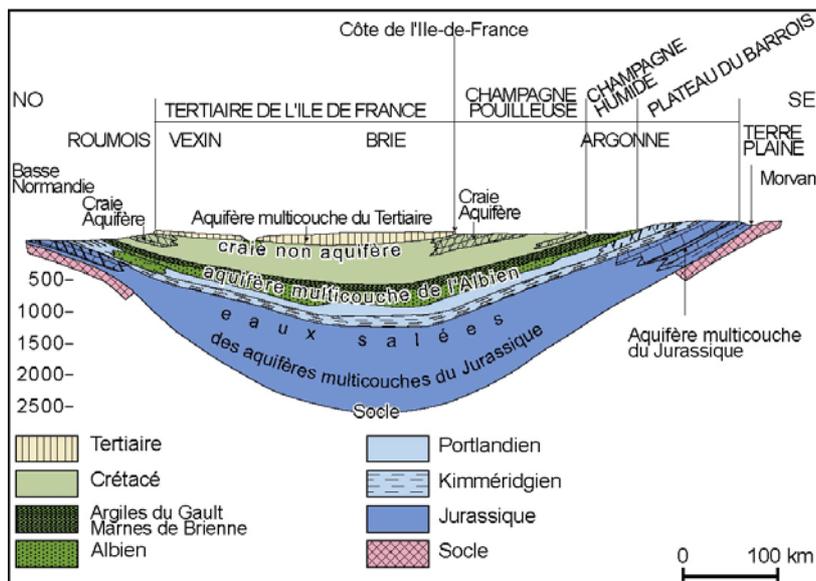


Figure 9 - Terrains aquifères et socle du Bassin parisien.  
In : Aquifères et eaux souterraines de France.

## 6. Contexte environnemental dans les Hauts-de-Seine

### 6.1. CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE

Situé en région d'Île-de-France, ce petit département à l'ouest de Paris, lové dans les méandres de la Seine, forme un croissant qui ferme la petite couronne avec au nord la Seine-Saint-Denis et au sud le Val-de-Marne.

Les Hauts-de-Seine sont en contact, à l'exception de la Seine-et-Marne, avec les autres départements de la grande couronne, du Val-d'Oise, des Yvelines, et de l'Essonne.

Créé en 1964, avec Nanterre comme préfecture, le département, très urbanisé, comprend 36 communes et compte 1 471 000 habitants concentrés sur 176 km<sup>2</sup> ce qui représente une forte densité de population (8 356 hab./km<sup>2</sup>, INSEE 2003).

Le paysage est caractérisé par les méandres de la Seine qui contournent deux massifs de collines. Le plateau des calcaires de Beauce culminant au Plessis-Robinson et la falaise, en quelque sorte, d'où émerge le Mont-Valérien dominant les plaines alluviales urbanisées.

Le point culminant des Hauts-de-Seine, 180 m, est dans la commune de Vaucresson.

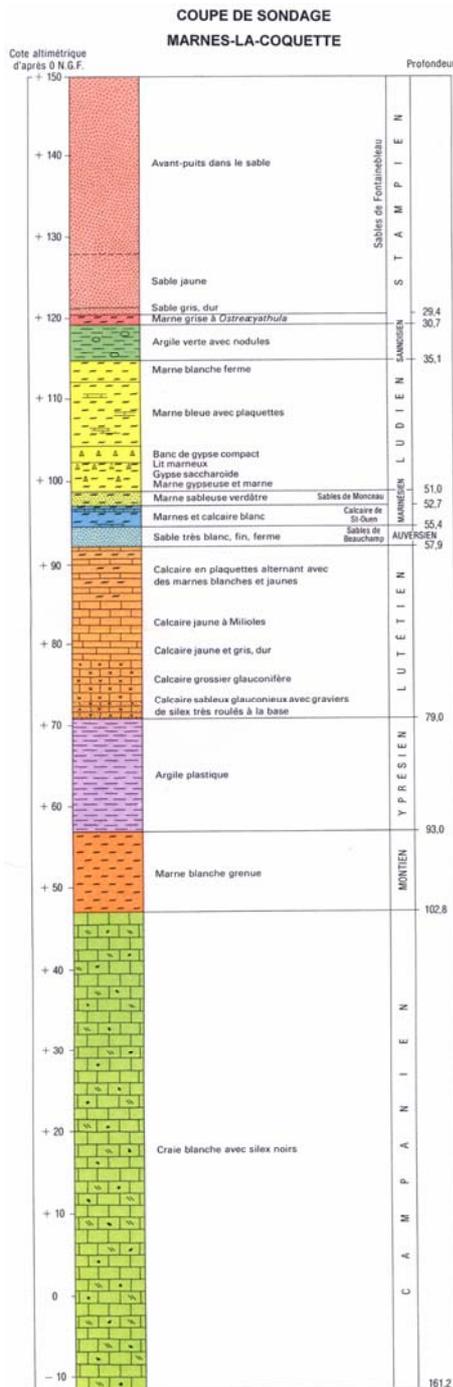
### 6.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET HYDROGÉOLOGIQUE

Au sein du Bassin parisien et au-dessus du socle (**fig. 9**), les Hauts-de-Seine sont installés sur différents terrains sédimentaires affleurant dont les plus anciens datés du Secondaire (craie du Crétacé supérieur, il y a environ 54 millions d'années) sont surmontés par les roches du Tertiaire, recouvertes par les dépôts plus récents du Quaternaire (Actuel).

La géologie régionale a été cartographiée à diverses époques sur plusieurs cartes géologiques avec des échelles variées. Cependant, une synthèse des connaissances, réalisée en 2004, permet d'obtenir une carte géologique, numérique, homogène et harmonisée sur toute la région Île-de-France, à 1/50 000. Ces données, utilisées pour les Hauts-de-Seine, ont été codées pour correspondre au lexique de BASIAS.

Tous ces terrains (calcaires, sables, grès, gypse...) constituent schématiquement un ensemble de roches plutôt perméables et poreuses qui contiennent des aquifères, séparés par des niveaux moins perméables (marnes, limons, argiles).

La nature et la succession de ces roches sont détaillées **figure 10** dans la coupe de sondage réalisée à Marnes-la-Coquette.



Dans la **figure 11**, la coupe d'Orléans à Compiègne fait ressortir les grands ensembles géologiques et la position des nappes aquifères du Bassin parisien qui dépassent largement les limites administratives de la région Île-de-France.

La nappe de la craie et les nappes multicouches du Tertiaire sont présentées schématiquement. En réalité, les particularités topographiques et/ou géologiques déterminent des zones où s'individualisent des systèmes aquifères locaux qui ont été répertoriés dans BASIAS.

Les 19 captages d'alimentation en eau potable (AEP) en exploitation ont été recensés (juin 2004) grâce à la compilation des fichiers SISE-EAU de la Direction générale de la Santé et ceux de la BSS (Banque des Données du Sous-Sol du BRGM). On a retenu le nom de la commune, le lieu d'implantation, les références de BSS et de la base SISEAU, la profondeur de l'ouvrage, la nappe captée, les coordonnées géographiques X et Y en Lambert II étendu.

Les deux captages de Neuilly, profonds de 640 m, atteignent la nappe des sables de l'Albien. Pour la moitié des autres sondages, un lot atteint les 120 m et l'autre avoisine les 60 mètres.

À condition d'être géoréférencées, les installations classées situées à moins de mille mètres de captages AEP sont signalées dans Basias.

Figure 10 - Coupe de sondage, Marnes-la-Coquette. Carte géologique Paris, 1/25 000.

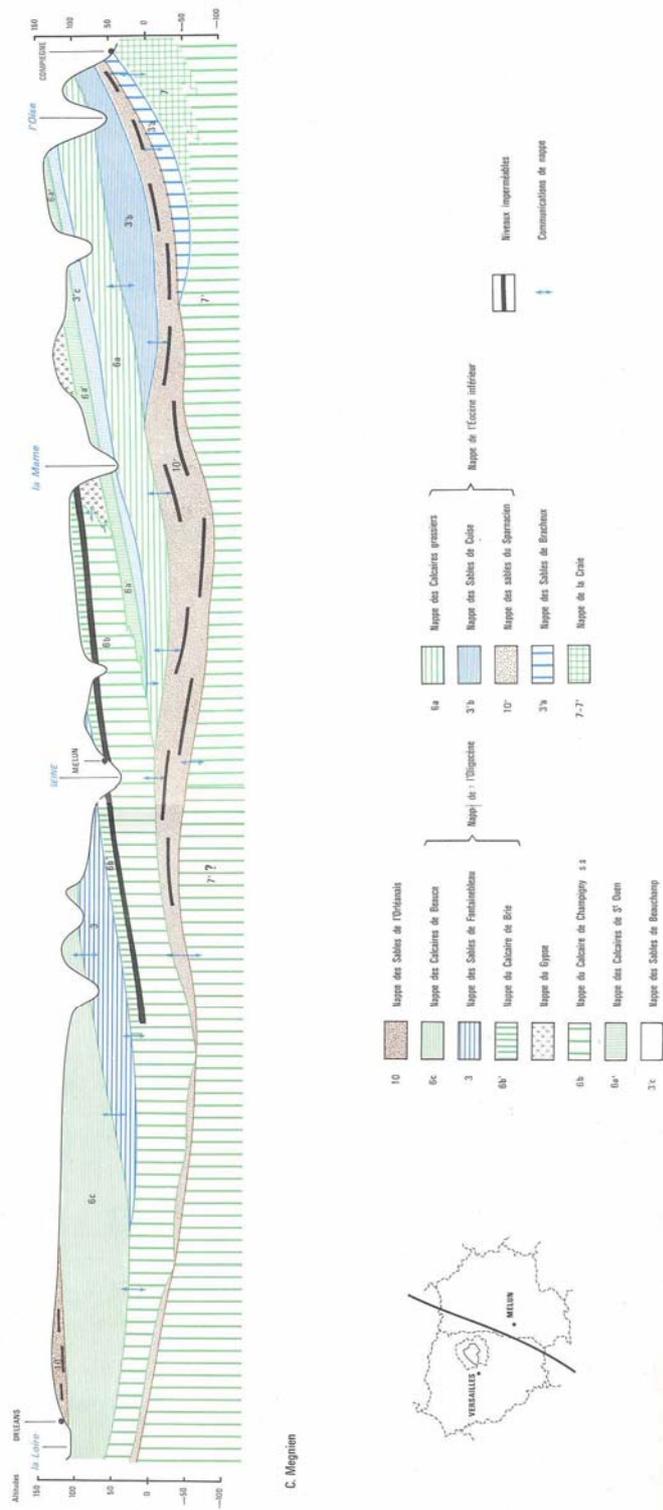


Figure 11 - Coupe hydrogéologique dans le Bassin parisien, d'Orléans à Compiègne. Extrait de l'atlas des eaux souterraines de la France.

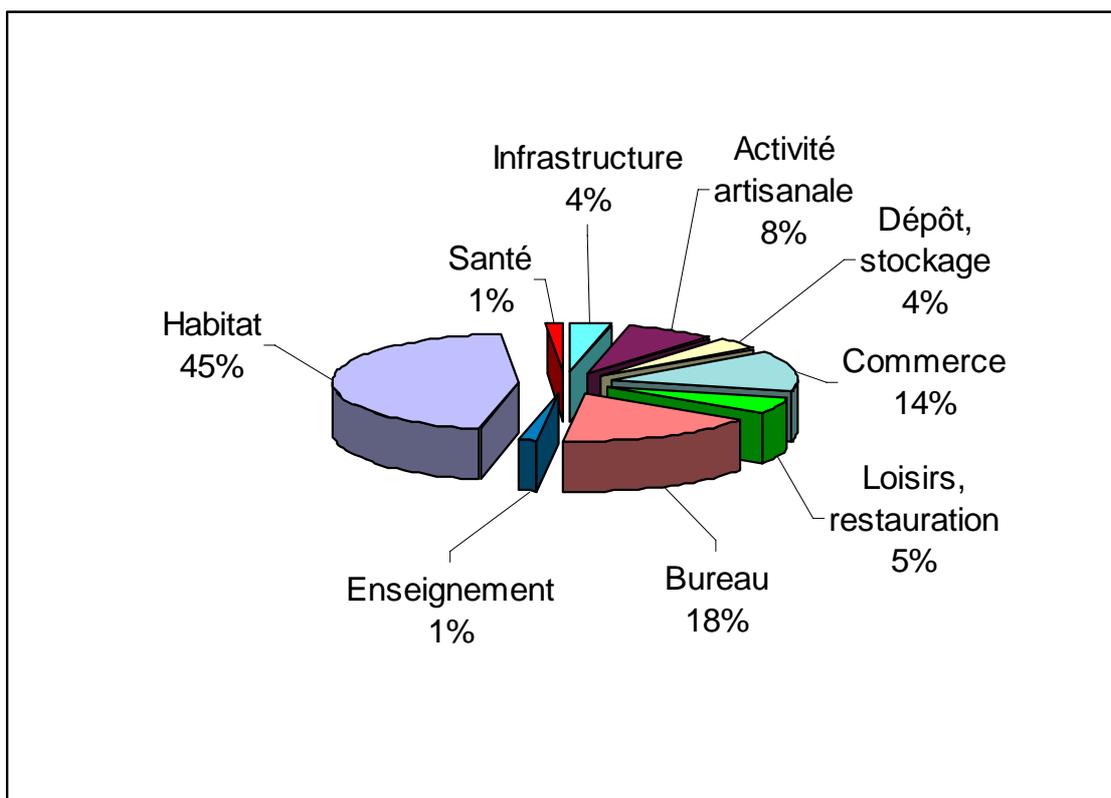


Figure 12 - Types de réaménagement connu sur 820 anciens sites industriels.

## 7. Réaménagement des sites recensés dans les Hauts-de-Seine

### 7.1. RÉAMÉNAGEMENT CONNU DE 820 ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Parmi les 4 988 sites industriels recensés en 2006 dans Basias Hauts-de-Seine, 2 655 sites ont cessé leurs activités. Grâce à l'enquête de la Préfecture auprès des mairies, le réaménagement a été inscrit pour 820 sites, soit plus de 30 % des terrains disponibles. La **figure 12** montre les principaux types de réaménagements connus.

Il reste cependant un certain nombre de sites industriels recensés dans Basias dont l'état d'activité, et par conséquent l'état (réaménagement ou friche), n'a pas encore pu être précisé.

L'urbanisation est prépondérante. Le nombre de sites réinvestis en logement atteint presque la moitié des installations avec 381 *Habitats* (généralement collectifs). Les commerces (114 sites) correspondent à 14 % des nouveaux équipements et les activités du secteur tertiaire ou artisanal (217 sites) en représentent 26 %. Ainsi, les logements, les commerces, les ateliers et les bureaux occupent plus des trois quarts des réaménagements connus.

Ensuite, viennent d'autres services ou structures nécessaires à la population : les écoles (*Enseignement*), les espaces de loisirs et de culte, les restaurants, les centres de soins représentent ensemble 7 %. De nouveaux réseaux ou infrastructures, routes, parkings, zones de stockage et espaces verts ont été installés ou libérés sur 4 % des sites réaménagés connus. Un seul terrain a été noté en friche.

Dans une partie de Basias Hauts-de-Seine, les fiches sont renseignées dans l'ancien format du champ « Type de réaménagement » qui peut comprendre plusieurs termes génériques (habitat, commerce, bureau, ...). Généralement, seule la première information, la plus importante, est prise en compte dans le graphique. Cependant, dans certains cas, à l'aide des commentaires inscrits, il a été possible de prendre en compte deux types d'aménagement. Ainsi, aux 820 sites correspondent 842 installations, avec par exemple, habitat et commerce. Parfois, l'information semble générale car elle dépend non seulement de l'état de connaissance des lieux, mais aussi du vocabulaire du lexique.

Dans le lexique, le terme « *Commerce* » peut concerner autant une petite boutique qu'un hypermarché. De même, une maison individuelle ou des immeubles collectifs correspondent au même terme « *Habitat* ». Cependant, des précisions peuvent être apportées par d'autres champs indexés ou non, comme par exemple le champ « Surface » ou bien le champ « Commentaires/Utilisation ».

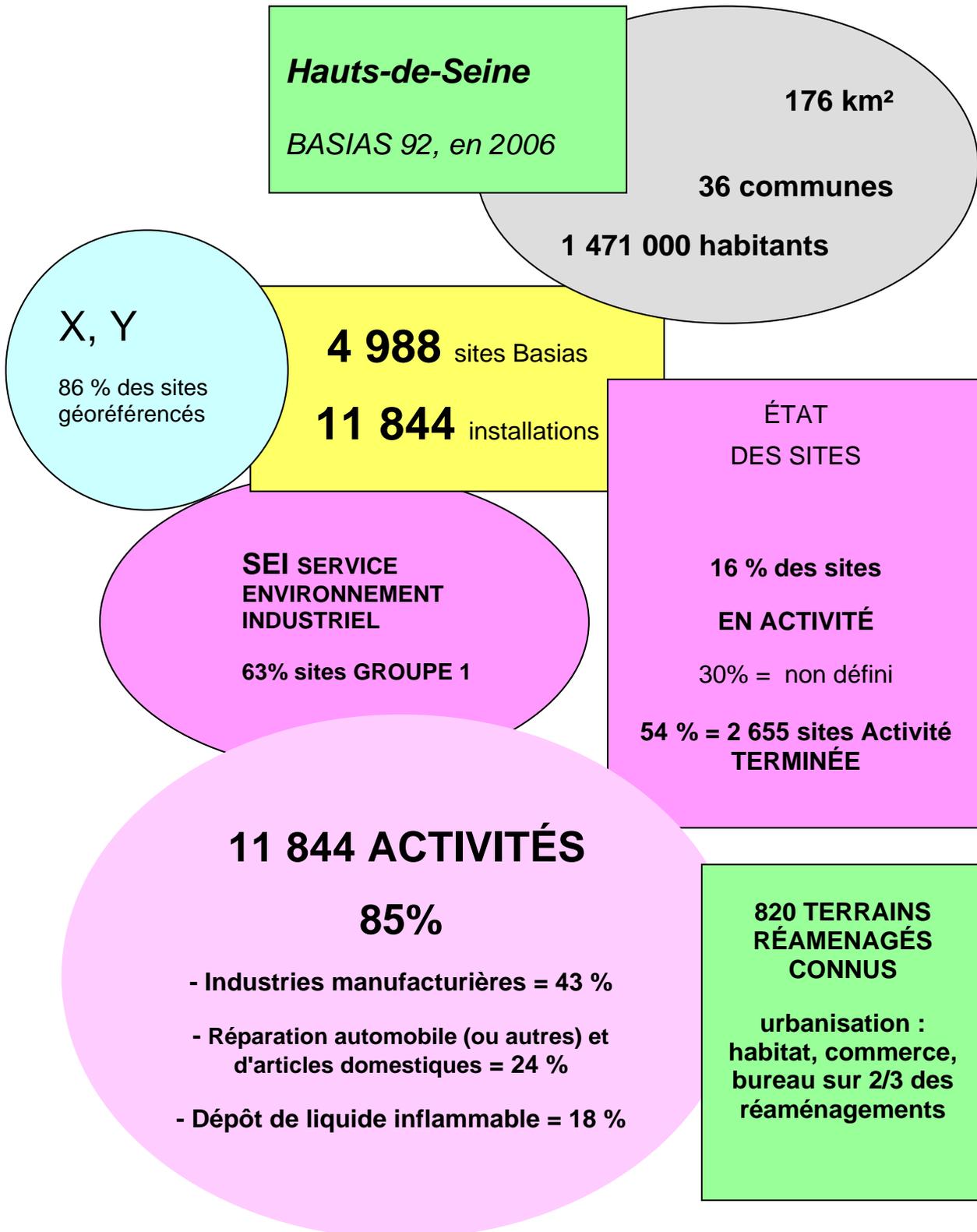


Figure 13 - Principaux chiffres de l'inventaire de sites industriels dans les Hauts-de-Seine.

## 8. Conclusion

L'inventaire historique des sites industriels et des activités de service du département des Hauts-de-Seine, réalisé par le BRGM entre 2003 et 2006, confirme l'importance du tissu industriel qui s'y est développé depuis plus d'un siècle.

Toutes les communes possèdent des sites industriels, en activité ou non. Près de cinq mille sites, correspondant essentiellement aux activités des deux premiers groupes définis par le Service de l'Environnement Industriel, ont été recensés dans BASIAS. Environ 9 % du 3<sup>e</sup> groupe permettent de compléter l'histoire industrielle des sites retenus.

Dix-neuf communes (sur les 36 du département) possèdent plus de 100 sites. Finalement, quatre communes Nanterre, Gennevilliers, Boulogne-Billancourt et Courbevoie regroupent plus du quart des 4 988 sites recensés dans Basias.

Sur les 11 844 installations recensées, les activités les plus nombreuses concernent les industries manufacturières avec 43 % du total, les commerces, réparation automobile (ou autres) avec 24 % du total et les dépôts de liquides inflammables (2 180 ou 18 %). Cet inventaire qui recense notamment les anciens sites industriels parfois oubliés, permet d'attirer l'attention sur des activités susceptibles de laisser des traces dans le sol. Cependant, à ce stade d'étude, rien ne préjuge d'une pollution sur les sites inscrits dans BASIAS.

Parmi les 2 655 sites industriels connus à activité terminée, 820 terrains ont été réutilisés et sont actuellement occupés pour les deux tiers par des logements, des commerces et des bureaux, ... Dans la petite couronne de Paris, l'extension du milieu urbain est forte.

Les principaux chiffres de l'inventaire sont affichés dans la **figure 13**.

Au moment de mettre ces données à la disposition des aménageurs et du public, il faut cependant déjà évoquer les mises à jour qu'il faudrait envisager ; en effet, les informations recueillies restent parfois incomplètes et l'histoire des sites continue à évoluer.

Ainsi, BASIAS est non seulement une mémoire du patrimoine industriel du département des Hauts-de-Seine, mais aussi un des outils d'aide à la décision à utiliser avant tout projet d'aménagement.

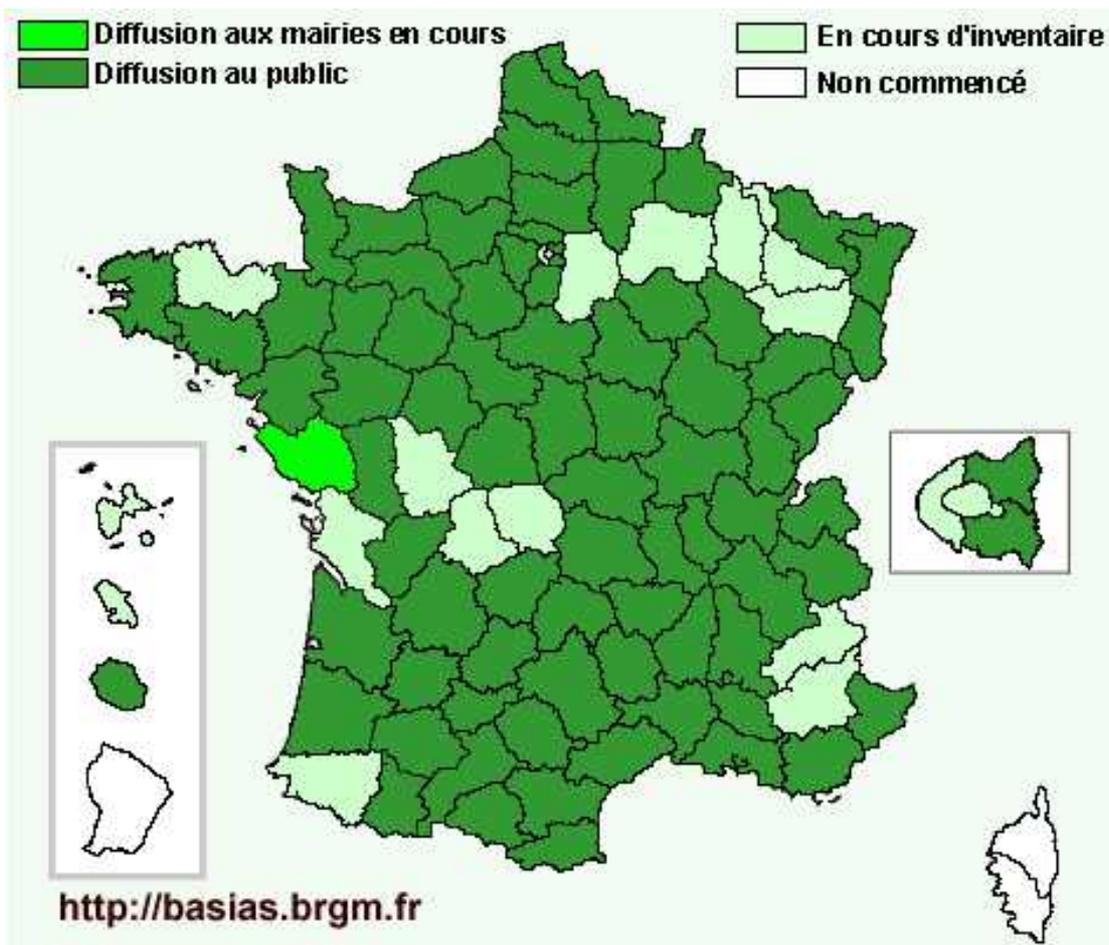


Figure 14 - Départements de France inventoriés dans BASIAS et disponibles sous Internet (<http://basias.brgm.fr>) en mars 2007.

## 9. Mise à disposition des données et liste des abréviations utilisées

### 9.1. MISE À DISPOSITION DES DONNÉES

Conformément à la demande du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, toutes les données brutes de l'inventaire sont à vocation publique et conservés dans la base de référence nationale BASIAS dont la mise en œuvre est confiée au BRGM (cf. arrêté ministériel du 10 décembre 1998 paru au Journal officiel le 16 avril 1999). La finalité de cette base est de conserver la mémoire des sites industriels qu'ils soient en activité ou non. À l'issue de l'inventaire, la livraison des données et de l'application informatique BASIAS, est faite aux financeurs pour une utilisation qui doit être conforme aux finalités conditionnant la déclaration de cette base auprès de la CNIL.

L'information du public sur l'existence de BASIAS et la consultation des résultats de l'inventaire sont réalisables par les moyens suivants précisés dans les circulaires 99-315 et 99-316 du 26 avril 1999 relatives à la diffusion des résultats d'un inventaire historique de sites industriels anciens, respectivement adressées aux préfets et aux directeurs des DRIRE par le ministère chargé de l'Environnement :

- fourniture à la préfecture d'un cédérom ;
- fourniture à chaque mairie concernée d'un code d'accès privilégié pour qu'elle puisse consulter et télécharger les données la concernant, 1 mois avant la mise en ligne des données à tout public ;
- information au Président du Conseil général ;
- information à la Chambre départementale des notaires ;
- mise sur Internet des données de l'inventaire sur le site : <http://basias.brgm.fr/> ;
- fourniture sur demande des fichiers aux organismes visés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1998 relatif à la création d'une base de données sur les sites industriels et les activités de service anciens : aux administrations, aux collectivités locales, à l'ADEME, à l'ANDRA, au BRGM, aux Agences de l'Eau, aux établissements publics fonciers, aux CCI, aux SPPPI et aux associations d'industriels ;
- diffusion large, notamment auprès des associations de protection de l'environnement des documents synthétiques lorsqu'ils sont établis.

La diffusion des données, datée, est toujours accompagnée du préambule départemental. Les résultats de l'inventaire sont donc consultables en préfecture, en mairie, au service régional du BRGM et sur Internet.

Le droit d'accès et de rectification des personnes concernées par les sites inventoriés (propriétaires et occupants en titre des sites concernés) s'exercent auprès de la préfecture du département concerné ou du service régional du BRGM. Aucune utilisation des données à des fins de démarchage commercial n'est autorisée.

CONSULTATION	Préfecture	Mairies	Service régional BRGM	Internet
Rapport	X		X	
Fiches papier ou cédérom	X	X	X	
Fiches PDF des sites et listes de données XLS à télécharger Cartes				X

## 9.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS

Les abréviations utilisées sont présentées dans le tableau 4.

Abréviations	Significations
AD 92	Archives Départementales des Hauts-de-Seine
ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
AEP	Alimentation en Eau Potable (captage d')
AP	Arrêté préfectoral
ASTREE	Base de données d'entreprises, Bureau Van Dijk, Astrée
BASIAS	Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service (BRGM)
BASOL	Base de données des Sols et des sites pollués appelant une action des pouvoirs publics (MEDD)
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
BSS	Banque des données du Sous-Sol (BRGM)
CNAM	Conservatoire National des Arts et Métiers
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DLI	Dépôt de Liquide Inflammable
DREIF	Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France
DRIRE IDF	Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et l'Environnement de l'Ile-de-France
ERE	Enquête Régionale Emploi. INSEE, IAURIF, DRE
IAURIF	Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Ile-de-France
IGN	Institut Géographique National
ICPE	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
MEDD	Ministère de l'Écologie et du Développement Durable
NAF modifié	Nomenclature des Activités Françaises, adaptée à BASIAS
RD	Récépissé de Déclaration
SPPPR	Secrétariat permanent pour la Prévention des Pollutions et des Risques
SEI	Service Environnement Industriel
STIIIC	Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées

Tableau 4 - Liste des abréviations.

## 10. Sites Internet et bibliographie

### 10.1. SITES INTERNET

SITES INTERNET	Adresses
ADEME	<a href="http://www.ademe.fr">http://www.ademe.fr</a>
Agence de l'Eau Seine-Normandie	<a href="http://www.eau-seine-normandie.fr">http://www.eau-seine-normandie.fr</a>
BASIAS	<a href="http://basias.brgm.fr">http://basias.brgm.fr</a>
BASOL	<a href="http://basol.environnement.gouv.fr/">http://basol.environnement.gouv.fr/</a>
BRGM	<a href="http://www.brgm.fr">http://www.brgm.fr</a> <a href="http://www.brgm.fr/Sites_sols_poll/main_content.html">http://www.brgm.fr/Sites_sols_poll/main_content.html</a>
DIREN	<a href="http://diren-idf-eaux-souterraines.brgm.fr">http://diren-idf-eaux-souterraines.brgm.fr</a>
DREIF	<a href="http://www.ile-de-france.equipement.gouv.fr/">http://www.ile-de-france.equipement.gouv.fr/</a>
DRIRE	<a href="http://www.drire.gouv.fr/national/environnement">http://www.drire.gouv.fr/national/environnement</a> <a href="http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr">http://www.ile-de-France.drire.gouv.fr</a>
DRIRE, CRCI, CCI, INSEE	<a href="http://www.industrie-iledefrance.org/index.php?page=home">http://www.industrie-iledefrance.org/index.php?page=home</a>
IAURIF	<a href="http://www.iaurif.org">http://www.iaurif.org</a>
INERIS : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques	<a href="http://aida.ineris.fr">http://aida.ineris.fr</a>
Ministère de l'Écologie et du Développement Durable	<a href="http://www.ecologie.gouv.fr">http://www.ecologie.gouv.fr</a> <a href="http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr">http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr</a> <a href="http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr">http://www.sites-pollues.ecologie.gouv.fr</a>
PRODIG	<a href="http://prodig.univ-paris1.fr">http://prodig.univ-paris1.fr</a>
Sites de cartographie	<a href="http://www.e-address.tm.fr">http://www.e-address.tm.fr</a> , <a href="http://www.mappy.fr">http://www.mappy.fr</a> , <a href="http://www.maporama.fr">http://www.maporama.fr</a> <a href="http://www.ratp.fr">http://www.ratp.fr</a>

### 10.2. MÉTHODOLOGIE

Inventaire d'anciens sites industriels et d'activités de service. Guide méthodologique, version 1996 (1997) - ADEME, 163 p.

Notice de l'application informatique BASIAS v.2 sous Access 97 (2001) - Rapport BRGM/RP-51148-FR.

Suivi des inventaires historiques régionaux des anciens sites industriels - Année 2000 (2001) - Rapport BRGM/RP-50557-FR.

### **10.3. INVENTAIRES DE SITES ET SOLS (POTENTIELLEMENT) POLLUÉS**

BASOL - Recensement des sites et sols pollués (1996) - Ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire, DPPR, SEI. Sur site Internet.

Inventaire de sites industriels dans le département des Yvelines (2001) - Rapport BRGM/RP-50424-FR.

Inventaire de sites industriels dans le département de l'Essonne (2001) - Rapport BRGM/RP-50907-FR.

Inventaire historique de sites industriels du Val-d'Oise (95) en 2004 - (2004) - Rapport final BRGM/RP-53105-FR.

Inventaire des sites industriels des Hauts-de-Seine (92) - État d'avancement. (2004) - Rapport BRGM/RP-53102-FR.

Inventaire historique de sites industriels du département du Val-de-Marne (94) en 2005 (2006) - Rapport BRGM/RP-54092-FR.

Inventaire des sites industriels de la Seine-Saint-Denis (93) - (2004) - Rapport BRGM/RP-53104-FR.

Inventaire historique de sites industriels du département de Paris (75). Recherches de sources documentaires. Etat d'avancement au 31 décembre 2006. Rapport BRGM/RP-55178-FR.

Inventaire de sites industriels de Paris (75) en 2007 - Rapport BRGM/RP-55177-FR. À paraître fin 2007.

Inventaire de sites industriels de la Seine-et-Marne (77) en 2007 - Rapport BRGM/RP-55176-FR. À paraître fin 2007.

### **10.4. CARTES, ATLAS ET ÉTUDES LOCALES**

Aquifères et eaux souterraines de France - J.C. Roux, coordinateur - 1200 p. 150 photos, 860 figures, BRGM Éditions, 2006. (NB : La coupe du Bassin parisien a été reproduite avec l'aimable autorisation du Comité Français d'Hydrologie et de l'Association Internationale des Hydrogéologues).

Atlas des eaux souterraines de la France (1970) - Éd. BRGM - DATAR.

Carte géologique Paris et sa proche banlieue à 1/25 000 (1980) - Éd. BRGM.

Carte géologique numérique harmonisée de l'Ile-de-France à partir des cartes géologiques à 1/50 000 (2004) - Éd. BRGM.

Codification des systèmes aquifères du bassin Seine-Normandie, version V1 (2000) - Rapport BRGM/RP-50440-FR.

Hauts-de-Seine. Le guide complet de ses 36 communes (1989) - Éd. Deslogis-Lacoste, Paris.

## **10.5. OUTILS UTILISÉS PAR L'IAURIF POUR LE GÉORÉFÉRENCEMENT**

Actiguide® Région parisienne. Guide des zones industrielles d'Ile-de-France. Les Plans des Zones (2003), Tome 1 - Éd. Commedi.

Cadastre (plans).

Fiches d'inventaire BASIAS (2006) des sites des Hauts-de-Seine, comprenant éventuellement un croquis de localisation ou une photocopie de plan provenant du dépouillement des différentes archives (Dossier BRGM).

Fiches des réponses des mairies à l'enquête de la Préfecture (2005) avec éventuellement un plan (Dossier BRGM).

Paris Grande Banlieue ; Cartes/Plans/Guides ; Atlas ; Blay Foldex.

Plans d'Occupation des Sols.

SIGR : ortho-photo, planches à 1/5 000, scan IGN à 1/25 000 et couches (limites communales, routes, BASOL, rejets industriels, stations-service). Doc. IAURIF.

Sites de cartographie en ligne: <http://www.e-address.tm.fr>, <http://www.mappy.fr>, <http://www.maporama.fr> et <http://www.ratp.fr>



**Centre scientifique et technique**  
3, avenue Claude-Guillemin - BP 36009  
45060 – Orléans Cedex 2 – France  
Tél. : 02 38 64 34 34

**Service géologique régional Île-de-France**  
7, rue du Théâtre  
91884 - Massy - France  
Tél. : 01 69 75 10 25